

Un sas pour les plus vulnérables

Un CAES (centre d'accueil et d'évaluation des situations) a ouvert à Strasbourg le 18 décembre. Il s'agit d'un nouveau dispositif pour mettre à l'abri des migrants en état de vulnérabilité avant leur placement dans les hébergements classiques.

NOUVEL OUTIL pour l'accueil des migrants, le CAES (centre d'accueil et d'évaluation des situations) s'adresse aux personnes vulnérables ou isolées. « C'est un sas avant que les gens intègrent un centre d'hébergement classique, plutôt que de rester dans la rue », indique Christel Philipps, la chef de service de l'antenne strasbourgeoise. « Un hébergement d'urgence et de la mise à l'abri », précise Amina Bouchra, la directrice adjointe de l'association Horizon Amitié qui gère le lieu. Une réponse aussi au flux de plus en plus important de migrants (3 600 accueillis en 2017, contre 3 000 en 2016) et à la saturation des autres dispositifs. Le CEAS de Strasbourg a été le troisième centre à ouvrir en France.

La bâtisse de la route de Schirmeck peut accueillir 51 personnes, une capacité qui passera à 100 places en mars. Les familles sont réparties dans des appartements ou des chambres, partageant cuisines et salles de

bain. On leur donne un kit literie, un kit hygiène et de quoi se faire à manger. S'ajoute une allocation de 6,80 € par jour et par personne. Dans la cuisine, chaque famille a son étagère de rangement et un réfrigérateur.

« Peu importe le temps passé là »

Deux travailleurs sociaux aident les personnes dans leurs démarches quotidiennes et administratives, veillent à l'apprentissage de l'autonomie et de la culture française, etc. « Peu importe le temps passé là, ce qui est pris est pris. On veut éviter que les gens s'enferment dans leur chambre », philosophe la directrice adjointe.

Le passage en CAES est aussi le moment d'analyser les situations avec le personnel de la préfecture et de l'Ofii (Office français de l'immigration et de l'intégration), présent une fois par semaine. « Notre rôle est également de leur parler de l'aide au retour volontaire, puisque la moitié environ se voit débouter de sa demande d'asile », indique Delphine Kling, directrice territoriale de l'Ofii. Concrètement, les démarches sont plus rapides au CAES pour l'hébergement, la scolarisation ou encore la santé. Le séjour ici dure en moyenne trois semaines. Pour accéder au centre, il faut remplir des critères de

vulnérabilité : femmes enceintes, enfants en bas âge, handicapés, traitements médicaux lourds... Les personnes arrivent là par le 115. Dans le Bas-Rhin, il s'agit le plus souvent de familles et donc de populations des Balkans et du Caucase. « Car venir d'Albanie prend 24 heures... D'Afrique, ça peut durer des années : donc ce sont surtout des hommes seuls », note Amina Bouchra.

À l'étage loge une famille tchétchène avec sept enfants. Zarima, la mère, 32 ans, attend le huitième. Sa plus grande, Ryana, 13 ans, raconte en allemand qu'ils ont quitté leur pays il y a un an parce que « papa avait des problèmes » et qu'ils ont vécu six mois en Allemagne avant d'arriver ici. Elle affirme être contente d'être en France : « Je veux aller à l'école, vivre ici et travailler. » Quel métier ? « Dentiste. » En dessous se sont installés un couple d'Albanais et son garçon de 4 ans. Artan, 31 ans, raconte avoir dû quitter son pays après une manifestation où cinq personnes sont mortes. Les familles des défunts l'auraient menacé, lui qui était militaire de métier. La famille est venue en avion. Artan est content de son nouvel hébergement mais se plaint d'avoir dû payer l'hôtel pendant deux mois, 40 € la nuit, faute de places disponibles. ■